

FRE-NEWS

Bulletin d'actualité de la Fédération romande pour l'énergie (FRE)

N° 81 – le 23 février 2010

* * *

Quels approvisionnements pour l'Europe?

Dans l'attente des gazoducs géants

Des trois gazoducs qui assureront pour des dizaines d'années l'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel, Nord Stream est le projet le plus avancé. La Finlande vient d'autoriser son passage dans ses eaux territoriales, levant ainsi le dernier obstacle légal à la construction de cette conduite géante.

La réalisation de la section terrestre russe de Nord Stream, lancée en décembre 2005 dans la ville de Babaïevo, doit s'achever en 2010. Elle reliera la région de Vologda à la station côtière de compression de Vyborg. La canalisation présente un diamètre de 1,42 mètre, avec une pression de 100 atmosphères qui sera régulée par six stations de compression. La section terrestre alimentera également le nord-ouest de la Russie, en particulier la région de Saint-Pétersbourg.

«Nord Stream sera sûr et sans coupures», avait affirmé le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, le 10 février dernier. Il faisait allusion aux interruptions de fournitures que l'Union européenne avait subies au début de 2009 à la suite d'un différend tarifaire russo-ukrainien sur le transit du gaz. Or, l'un des grands attraits de ce gazoduc, aux yeux de Moscou, consiste justement à contourner l'Ukraine.

Jusqu'en Grande-Bretagne

Longue de 1223 kilomètres, la section maritime de Nord Stream reliera Vyborg à Greifswald, en Allemagne, pour une facture prévisionnelle de 7,4 milliards d'euros. Le groupement en charge de sa réalisation est conduit par le gazier russe Gazprom, en partenariat avec les compagnies allemandes E.ON Ruhrgas et BASF-Wintershall. Les travaux d'immersion débuteront ce printemps 2010. L'ouvrage devrait être entièrement achevé en 2012, et Nord Stream pourra alors acheminer 55 milliards de mètres cubes de gaz naturel russe par an (une fourniture de 550 TWh/an, soit deux fois et demie la consommation énergétique annuelle totale de la Suisse) vers le marché européen.

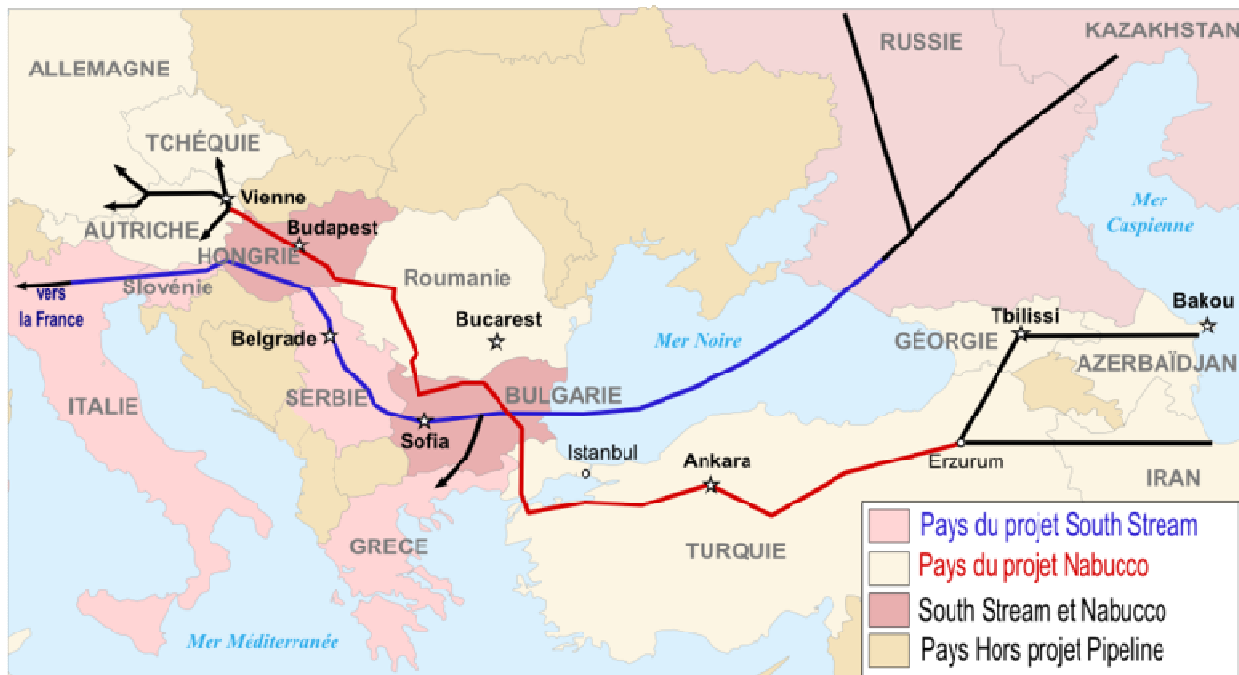
La section en Europe occidentale inclut deux gazoducs de transmission en Allemagne. La route sud reliera Greifswald à Olbernhau, près de la frontière germano-tchèque. Elle connectera Nord Stream aux gazoducs JAGAL (relié au gazoduc Yamal-Europe), et STEGAL (relié à l'itinéraire russe de transport de gaz par l'intermédiaire des républiques tchèques et slovaques). La route occidentale rejoindra Achim, où elle sera branchée sur le gazoduc Rehden-Hambourg. Un raccordement entre Bunde et Den Helder permettra d'alimenter le réseau gazier britannique également.

Concurrents ou complémentaires?

Nord Stream sera essentiellement alimenté par le gisement de Loujno-Rousskoïe, dont l'exploitation a été attribuée à Severneftgazprom, filiale de Gazprom avec les allemands BASF et E.ON comme actionnaires minoritaires. Les réserves de ce gisement sont estimées à 700 milliards de mètres cubes

de combustible (une énergie de 7000 TWh/an), avec une capacité de production annuelle de 25 milliards de mètres cubes.

Gazprom est également le maître d'œuvre du projet de gazoduc paneuropéen South Stream qui, dès 2015, devrait relier la Russie à l'Europe occidentale par le sud-est. Il permettra d'acheminer 63 milliards de mètres cubes de gaz par an sous la mer Noire vers la Bulgarie, puis l'Italie et l'Autriche. Son coût est estimé à 25 milliards d'euros. Pour lui donner toutes ses chances, le gazier russe a créé des coentreprises avec des partenaires dans les pays de passage, en particulier la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie.



Concurrents pour les uns, complémentaires pour les autres : les projets de gazoducs South Stream (en bleu) et Nabucco (en rouge).

Ce projet permettra notamment de valoriser les gisements de la mer Caspienne et du Kazakhstan, en concurrence avec le troisième grand projet de gazoduc alternatif Nabucco, soutenu par les Etats-Unis et l'Union européenne, mais sans participation de Gazprom. Nabucco vise à amener du gaz de la mer Caspienne en Europe, via la Turquie.

Chances réduites

Évalué à 7,9 milliards d'euros, mais dépourvu de sources d'approvisionnement claires, Nabucco est poussé par Bruxelles, qui cherche à réduire la dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie. Le projet est actuellement porté par les groupes allemand RWE et autrichien OMV, ainsi que par les sociétés nationales Botas (Turquie), Bulgargaz (Bulgarie), MOL (Hongrie) et Transgaz (Roumanie).

Une enquête avait montré en 2008 que la demande des clients potentiels de Nabucco serait deux à trois fois supérieure à la capacité du projet, qui est de 31 milliards de mètres cubes. Mais entre-temps, les Russes ayant fait preuve d'une grande combativité en faveur de Nord et South Stream, les analystes s'interrogent: la demande future sera-t-elle suffisante pour rentabiliser ce projet estimé à 7,9 milliards d'euros? Certains émettent également des doutes quant aux garanties d'approvisionnement que Nabucco pourrait apporter dans le temps. Les chances de réalisation de cet ouvrage restent pour l'heure incertaines.

Gestion des déchets radioactifs

Préférence à la géologie

Trois pays européens vont enterrer leurs déchets nucléaires dans des couches géologiques profondes. Tout comme en Suisse, cette option y est considérée comme la plus sûre sur le long terme.

La Suède et la Finlande ont déjà retenu des sites d'enfouissement, et Paris en sélectionnera un d'ici à 2013. D'autres pays européens, comme la Grande Bretagne, sont également en passe de leur emboîter le pas. Près d'un tiers de l'électricité consommée en Europe est d'origine nucléaire, avec 150 réacteurs en activité dans dix-sept pays et six en construction et en projet.

«La Finlande sera la première à utiliser ce mode de stockage des déchets radioactifs à partir de 2020», ont précisé les experts européens lors d'une présentation à la conférence annuelle de l'*American Association for the Advancement of Science*, qui s'est déroulée du 18 au 22 février à San Diego.

La Suède fera de même trois ans plus tard. «La France prévoit d'engager dès 2025 des opérations de stockage de déchets vitrifiés provenant du retraitement dans des grandes profondeurs géologiques», a précisé le directeur général adjoint du Centre commun de recherche de la Commission européenne.

* * *

Les questions que vous nous posez

« J'ai entendu à la radio une militante écologiste annoncer que les taux de leucémie augmentaient autour des centrales nucléaires. Cette affirmation est-elle correcte? », nous demande un lecteur de Morges.

C'est l'un des arguments émotionnels les plus fréquemment utilisés par les organisations antinucléaires. C'est surtout un bel exemple de manipulation des chiffres. En moyenne, on enregistre en Europe chaque année 5 nouveaux cas de leucémies infantiles dans une population de 100'000 habitants. Il suffit d'un seul cas de plus, une année donnée, dans le voisinage d'une centrale pour pouvoir annoncer «une hausse de 20% des cas de leucémies autour d'une centrale nucléaire». Et si la population riveraine ne compte que 50'000 habitants, ce seul cas supplémentaire porte le taux d'augmentation à 40%, voire à 100% si l'on prend en considération une population témoin de 10'000 habitants. Comme il y a 443 centrales nucléaires en activité dans le monde, on observe forcément, une année ou l'autre, des fluctuations des taux de maladies à hauteur de un ou deux cas qui permettent de lancer des campagnes de rumeurs. Etant bien entendu que de telles fluctuations se produisent également dans les régions sans site nucléaire. Une dizaine de pays ont réalisé des études épidémiologiques sur l'impact sanitaire des installations nucléaires. Aucune étude officielle n'a confirmé l'existence d'un risque plus élevé de cancers clairement imputables à la radioactivité à proximité des centrales nucléaires.

Nos informations sont développées sur le site www.frenergie.ch

Rédaction: Jean-Pierre Bommer

Sources: *Les Echos*, Ria-Novosti, FRE, Forum Médecine et Energie